

CSA EA du 11 juin : la déclaration liminaire de l'Élan commun, l'heure est très grave !

Monsieur le Directeur Général,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA EA,

Dans un contexte politique qui a basculé dimanche 9 juin au soir, c'est avec gravité, à la mesure de la situation, que l'Élan commun attire votre plus grande attention sur les menaces qui pèsent sur notre pays, nos institutions, notre système éducatif public. **Jamais l'Élan commun n'aura de cesse de répéter son attachement aux valeurs de la république, jamais il n'aura de cesse de lutter contre les intégrismes et contre toutes les formes de discriminations, contre toutes atteintes à notre liberté. Depuis longtemps, il alerte sur le nécessaire engagement de l'enseignement agricole public pour défendre et faire valoir des programmes qui éclairent les jeunes, pour qu'elles et ils soient capables de faire des choix qui ne doivent pas aller dans le sens de l'obscurantisme.**

Force est de constater que la route à parcourir est encore longue et que toutes les mesures prises n'ont pas été suffisantes. **Il est urgent de repenser l'intérêt que l'on donne aux enseignements dans le cadre de l'EMC, repenser les moyens comme les contenus. L'Élan commun demande qu'un groupe de travail se mette en place urgemment.**

De même, s'agissant des alertes que nous vous avons adressées, qu'il s'agisse des risques d'entrisme dans les établissements scolaires d'associations telles que "Parents Vigilants" ou bien "SOS Education", alertes pour lesquelles notre interpellation n'a pas donné de suite jusque là, ou bien des élu.es de partis d'extrême droite qui usent de leur présence et du droit à l'image dans nos [EPL](#), **l'Elan Commun attend des réponses et des actes à la hauteur des enjeux et des dangers que cela représente pour notre démocratie.**

Il devient par ailleurs urgent de reconsidérer le devoir de neutralité qui ne peut souffrir d'aucune interprétation et des "deux poids, deux mesures" ! Comment interdire d'un côté la diffusion d'un film présenté par l'association VISA et autoriser de l'autre le logement de manifestant.es de la CR dans un EPL alors qu'elles et ils rentrent du blocage de Rungis. **Nous attendons de vos services qu'ils rappellent les règles de neutralité, qu'ils dénoncent les actes conduisant à la montée des extrémismes.**

Enfin et comme si la note n'était pas déjà assez lourde, mercredi 29 mai 2024 à l'AN pendant la réunion de la Commission des finances lors d'un échange sur l'évaluation des politiques publiques relative à la mission Enseignement scolaire et à la mission Agriculture : **Le député Tanguy RN affirme** avoir « *beaucoup de retours d'enfants d'agriculteurs qui se plaignent d'avoir des enseignements particuliers qui...comment dire... différents de ce qu'ont vécu leurs parents, qui les mettent en porte-à-faux avec la façon dont leurs parents travaillent, évidemment des cours présentant une certaine vision de l'écologie, de la décroissance, du bien-être animal, qui leur expliquent que leurs parents ne savent pas travailler et qu'il faut faire autrement. (...) ça me revient systématiquement, d'avoir des enseignements*

idéologisés et qui ne sont pas du tout sur les transitions qui pourraient être acceptables et tout à fait bienvenues mais qui ont un fort contenu idéologique, pour ne pas dire politique. (...) Les agriculteurs ne se sentent pas du tout bienveillants (sic), pas du tout en confiance. »

Réponse de Marc Fesneau : « *je n'ai pas les mêmes échos (...) je ne crois pas qu'il y ait du prosélytisme de cette nature. En tout cas je ne le sens pas comme vous le percevez (...), je crois que les enseignants sont assez vigilants là-dessus (...) L'enseignement n'est pas là pour imposer un modèle, il est là pour donner des compétences techniques et pas pour dire : c'est bien ou c'est mal. (...) »*

La réponse de notre ministre de tutelle "sortant" n'est pour le moins pas à la hauteur des accusations portées ici par ce député d'extrême droite qui auraient assurément dû le faire réagir beaucoup plus vivement. De plus, rappelons que nous sommes là pour mettre en œuvre des programmes nationaux, répondant à des politiques publiques et ce cela dans le respect de la liberté pédagogique d'enseignant.es en responsabilité. Et notre enseignement ne se résume pas uniquement à apporter des compétences techniques à nos élèves, apprentis et stagiaires. Il n'est pas que « professionnel » et se doit de permettre aux jeunes de réfléchir et de se positionner sur les "questions socialement vives". **Il revient à notre ministère de savoir prendre position sur ces sujets aux côtés des personnels de l'Enseignement Agricole Public qui assument au quotidien les missions qui sont les leur !**

[Retour à l'Essentiel du CSA EA de juin 2024](#)